

Le maroc réitère son soutien au projet de l'Union pour la méditerranée

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 09-06-2008 23:30:43

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Mme Latifa Akharbach a réitéré, vendredi à Fès, le soutien du Maroc au projet de l'Union pour la Méditerranée, lancé par la France.

"Notre position est claire: Nous soutenons un projet en cours de formulation mais à la philosophie duquel nous avons d'emblée adhéré. Nous demandons aussi être les coauteurs de ce projet puisque nous voulons exercer notre entière responsabilité dans l'action et le mandat de l'UPM", a dit Mme Akharbach à la clôture du congrès international, tenu du 4 au 6 juin sur le thème: "l'Union pour la Méditerranée: Quelles conditions pour quelles perspectives ?".

Qualifiant cette initiative d'"idée gagnante", Mme Akharbach a souligné que l'UPM, qui se veut en même temps une vision politique et une union de projets, présente pour le Maroc "plusieurs atouts et exige nombre de pré-requis".

"Grâce à l'UPM, le processus de Barcelone est fidèle à sa nature de processus, c'est à dire une dynamique évolutive, un partenariat mouvant, une réalité faite d'interaction et de mise à jour incessante", a-t-elle souligné, précisant qu'il s'agit d'un "dessein collectif indexé sur la marche du monde et ouvert sur l'avenir".

Elle a rappelé que l'UPM, lancée au Maroc par le Président français, M.Nicolas Sarkozy en octobre 2007, est "devenu projet européen après son adoption, le 13 mars 2008 par le Conseil européen sous la dénomination "processus de Barcelone: Union pour la méditerranée", relevant que cette évolution conforte les vues et les analyses du Royaume.

Et de poursuivre que le changement de dénomination a permis de lever certains quiproquos, de même que "son adoption par l'Union européenne en a renforcé la promesse et précisé les contours".

La secrétaire d'Etat a souligné que "pour le Maroc, ce projet est désormais porté sur le terrain solide du dialogue, de la concertation et de l'implication du plus grand nombre", ajoutant que l'UPM offre "une précieuse opportunité pour une plus grande appropriation du processus euro-méditerranéen par toutes les parties à ce processus, au nord comme au sud".

Abondant dans le même sens, elle a plaidé pour une approche permettant "de passer de la logique de la domination à la logique de coopération, et de la logique de l'attribution à la logique de la contribution".

"Il est temps que l'Union pour la Méditerranée s'entende et se vive comme un projet commun à tous ceux au sud comme au nord de la mer Nostrum, qui ont suffisamment de lucidité politique et de profondeur culturelle pour comprendre que c'est en se positionnant, en véritables partenaires, que l'on pourra édifier un ensemble euro-méditerranéen solide, parce que solidaire ", a-t-elle insisté.

La secrétaire d'Etat a souligné que la mobilisation des entreprises, des sociétés et des collectivités locales devrait être mise à profit pour donner un élan salvateur à la coopération autour et pour la Méditerranée, ajoutant que la création et la consolidation du "substrat politique, culturel et humain" est une condition sine qua non pour la construction d'un ensemble euro-méditerranéen solide et ouvert sur l'avenir.

"Le seul tropisme sécuritaire ou économique serait un facteur de vulnérabilité pour l'édifice euro-méditerranéen", a-t-elle dit, soulignant le rôle que pourrait jouer l'UPM dans la "refondation équilibrée" de la zone Euromed.

Revenant sur les relations du Maghreb avec les pays du nord de la Méditerranée dans le cadre de l'UPM, lancée par la France, Mme Akharbach a souligné que "compter sur la solidarité agissante du nord florissant ne saurait nous exonérer, nous pays du sud, du devoir d'œuvrer à notre intégration régionale", qui, selon elle "demeure, tant sur le plan économique que politique, tributaire de la volonté politique des Etats du Maghreb".

Mme Akharbach a indiqué, à cet égard, que des jalons ont déjà été posés sur le chemin de cette intégration, rappelant l'accord d'Agadir qui, "en étant ouvert aux autres pays de la région, a pour vocation originelle d'être une étape importante dans la mise en place de la zone euro-méditerranéenne de libre échange à l'horizon 2010".

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères et de la coopération a néanmoins fait remarquer que l'intégration régionale est tributaire de l'ouverture des frontières avec l'Algérie. "Cette intégration est tributaire surtout de l'ouverture des frontières avec l'Algérie voisine et nécessairement amie et du respect de la souveraineté des Etats de leur unité nationale et de leur intégrité territoriale", a dit Mme Akharbach.

Initiée par le CMIESI, le Forum "une Amed pour la mondialisation", la Mairie de Fès et la Fondation Esprit de Fès, en collaboration avec plusieurs partenaires marocains et étrangers, ce forum, placé sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, a réuni plus de 150 personnalités de renommée internationale.

MAP